

LES MILLE ET UNE JUSTIFICATIONS DU PROFIT

L'existence du profit est communément admise comme nécessaire à tout processus économique. Sans lui, nul investissement, et une économie atone qu'aucun entrepreneur intrépide ne se donnerait la peine d'aiguillonner. Le profit repose en fait sur diverses justifications idéologiques qui cherchent toutes à se présenter comme des évidences.

Pour les économistes néoclassiques (voir graphique p. 18), le profit serait la rémunération d'un facteur de production*, le capital*, de la même manière que le salaire rétribue le travail*. Chacun de ces facteurs de production recevrait donc un revenu proportionnel à sa contribution.

L'idée soulève une première difficulté. Le capital n'est pas une grandeur physique homogène : un bâtiment n'est pas un ordinateur, un mois d'approvisionnement en électricité se compare difficilement à du mobilier, etc. De plus, les outils qui permettent de lever les fonds auprès d'investisseurs pour financer ce capital - les actions, par exemple - n'ont pas de valeur fixe : celle-ci dépend de mouvements spéculatifs, des résultats de l'entreprise et... de son taux de profit. Rapidement, donc, le serpent se mord la queue.

MOINS DE GARANTIES

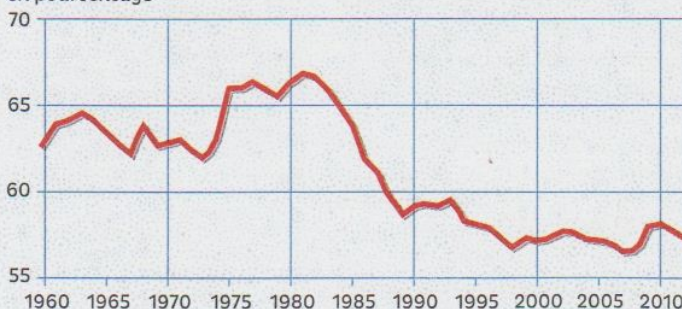
Deuxième difficulté : s'il va de soi que toute production nécessite du travail humain et (sauf rares exceptions) des équipements, le profit n'est évidemment pas versé aux machines et revient à leurs propriétaires. À ce paradoxe l'économie dominante offre plusieurs réponses. La première consiste à dire que c'est l'avance de fonds nécessaire pour acheter les équipements qui est



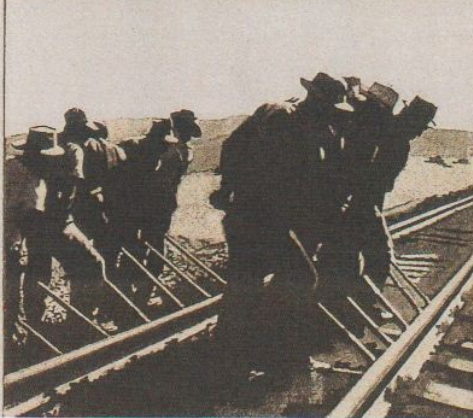
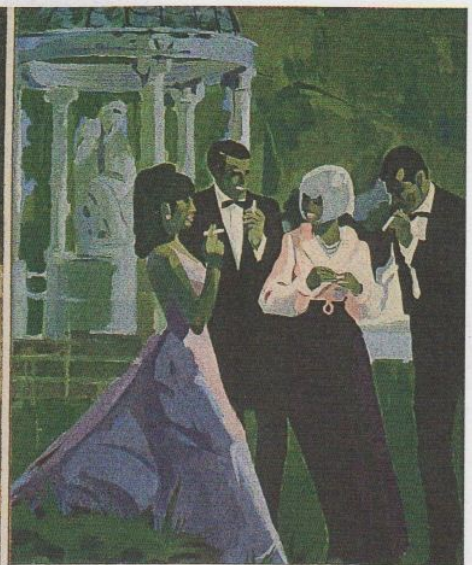
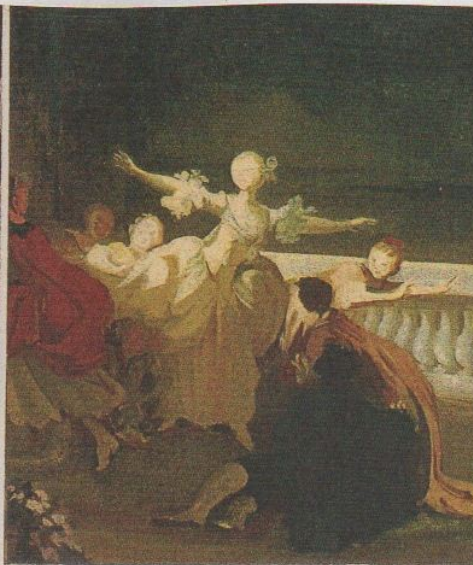
rémunérée. Or le taux de profit des entreprises dépasse en général les rémunérations versées à leurs financiers (banques ou actionnaires). Une seconde consiste à dire que le profit rémunère de surcroît une qualité spécifique des capitalistes : l'esprit d'entreprise, la capacité d'innovation et, surtout, la prise de risques. C'est, en substance, la logique qu'a défendue le ministre de l'économie français Emmanuel Macron lorsqu'il a déclaré, sur RMC, le 20 janvier 2016 : « *La vie d'un entrepreneur est souvent plus dure que celle d'un salarié. Il peut tout perdre, lui, et il a moins de garanties.* » Mais cette justification tient-elle encore alors que les transformations récentes du capitalisme tendent à transférer le risque sur les salariés (attaques contre le contrat à durée indéterminée, contre les conseils de prud'hommes, contre le code du travail, etc.) ?

Une autre justification commune du profit est connue sous le nom de « théorème de Schmidt », énoncé par le chancelier allemand Helmut Schmidt le 3 novembre 1974 : « *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.* »

Part des salaires dans la production française de richesse, en pourcentage



Source : Michel Husson, 2014.



L'observation du capitalisme contemporain suggère cependant que c'est de moins en moins vrai: l'accroissement des profits dans la richesse produite s'accompagne non seulement d'une réduction des salaires, mais aussi d'une flambée du chômage (voir graphique). En d'autres termes, le taux d'investissement n'augmente pas puisque le surcroît de profit est distribué aux actionnaires: le « mauvais » profit chasse ainsi le « bon ».

Faut-il vraiment voir le profit comme la rémunération bien méritée de l'effort consenti ?

Pour les marxistes, le profit découle de la nature inégale de la relation entre détenteurs de capitaux et travailleurs. Les seconds sont contraints de se mettre au service des premiers, mais la valeur du travail qu'ils accomplissent dépasse la rémunération qu'ils perçoivent (voir graphique p. 52). Dans ces conditions, la question de la justification du profit laisse la place à une autre interrogation, portant sur la justification

d'une situation où certains détiennent seuls la propriété des moyens de production. S'agit-il là de la meilleure façon de garantir l'efficacité sociale ?

Si les théories dominantes n'expliquent pas l'origine du profit, c'est qu'elles peinent à dissimuler qu'il n'a pas de justification strictement économique. Les revenus dont bénéficient les capitalistes ne reposent ni sur le risque ni sur le talent, mais sur le droit de propriété privée. Alors que les travailleurs sont rémunérés pour leur contribution directe à la production, les actionnaires ou les chefs d'entreprise le sont parce qu'ils détiennent les moyens de production, hérités ou acquis. À ce titre, ils embauchent, licencient, bref, exercent un pouvoir sur les travailleurs. Le profit est davantage un tribut prélevé sur la production sociale, depuis une position dominante, qu'une rémunération bien méritée de l'effort consenti. Si le profit est ponction, pourquoi considérer la rentabilité du capital comme une mesure de l'efficacité économique ? Ou, dit autrement: la société doit-elle s'en remettre aux décisions privées pour la définition de ses priorités ? ■

↑ Erase una vez (Il était une fois), peinture du collectif valencien Equipo Realidad, 1965-1966.



ÉCOFOLIES

L'IMPÔT TUE

Interrogé sur la chaîne CNN, Grover Norquist, conseiller du chef des républicains à la Chambre des représentants, a donné une définition originale de la redistribution fiscale en faveur des plus démunis (17 avril 1995): « Cela revient à enlever de l'argent à Microsoft, qui s'en servirait pour créer des emplois et des investissements, et à le donner à l'État, qui, en le distribuant aux pauvres, détruirait les structures de la famille. »